La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1187 - juin 2017

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *s'est aperçu que la Banque Centrale allemande ne cache plus la nature de la monnaie et que le chef économiste à la banque mondiale veut éliminer le jargon de ses rapports. Il observe que l'ère de la robotique révolutionner aussi l'agriculture.*

page 3 Emmanuel Macron ou la voix de ses maîtres

BERNARD BLAVETTE *montre que le soutien de gandes banques et des milieux les plus fortunés à sa campagne électorale, menée comme une opération de marketing, expliquent le succès du "candidats des médias" et met l'ancien président du Medef "sur un petit nuage" car tous les verrous qui maintenaient encore quelques garanties sociales vont vite sauter…*

• RÉFLEXION

page 7 Pour que le vote blanc soit un vrai vote utile

FRANÇOIS CHATEL *rappelle que la majorité des électeurs vient, en votant blanc ou en s'abstenant, de manifester que rien de ce qui leur était proposé ne correspond à leurs souhaits. Il n'en est pas tenu compte en France, alors que dans une démocratie un tel refus doit invalider l'élection.*

page 11 Continuons à refaire le monde, il en a bien besoin !

MICHEL BERGER, *commentant le texte de Guy Gourevitch "La boîte de Pandore" (GR 1186) et inspiré par la lecture de "l'homme inutile" de Pierre-Noël Giraud, tente de continuer à refaire le monde sans s'interdire de plonger dans l'utopie nécessaire.*

page 13 et nous ne sommes pas seuls !

JEAN-PIERRE MON *constate que d'autres pays sont très en avance sur la France sur la réflexion à propos du revenu universel et rapporte une prise de position étonnante venue des États-Unis.*

page 16 Courrier des lecteurs

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047** **eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0418 I 83051

Retour sur la création monétaire

Les lecteurs de *La Grande Relève*, notamment ceux qui ont lu l'ouvrage de M-L Duboin *Mais où va l'argent ?* ou encore la brochure plus ancienne de J. Duboin *Pourquoi manquons nous de crédit ?*, savent bien évidemment comment est créée la monnaie scripturale. Mais pour la plupart des gens, cette création reste un mystère… qui permet aux banques et aux gouvernements d'imposer des restrictions de crédits, des politiques d'austérité, etc…

Et bien, aussi étonnant que ce soit, c'est la très sévère Banque centrale allemande, qui, dans son rapport mensuel du 25/4/17, a osé mettre au grand jour le mécanisme de cette création[1] ! En voici la raison : les économistes de la Deutsche Bundesbank cherchaient pourquoi, depuis la mise en œuvre des mesures non conventionnelles par l'eurosystème, dans le cadre d'une politique monétaire expansionniste, les avoirs détenus par les banques commerciales auprès des Banques Centrales de la zone euro ont considérablement augmenté[2] alors que dans le même temps, l'agrégat M3, c'est-à-dire la masse monétaire au sens plus large[3], n'a crû que modérément… Et c'est ainsi qu'ils en sont venus à révéler clairement ceci : «***La monnaie scripturale est uniquement créée par des transactions entre les banques et les agents non bancaires***» !

Le rapport précise : elle est créée lorsqu'une banque effectue des opérations avec un client, par exemple, en lui accordant un crédit contre son engagement (un "actif") à rembourser, elle crée alors le montant correspondant en créditant son compte.

Les économistes de la Bundesbank vont même plus loin en soulignant que «***cela réfute une erreur largement répandue, selon laquelle la banque, au moment de l'octroi du crédit, n'intervient qu'en tant qu'intermédiaire, qu'elle ne peut donc accorder des crédits qu'avec des moyens qu'elle a perçus auparavant d'autres clients sous forme de dépôts***».

C'est donc bien par une simple opération comptable que les banques créent la monnaie scripturale. Et cette monnaie bancaire, créée par les échanges entre les banques et leurs clients au niveau national, constitue la part la plus importante (plus de 90%) en volume de la masse monétaire !…

Pour un langage compréhensible

Nous sommes tous confrontés à un vocabulaire de plus en plus abscon, et dans tous les domaines, dont celui de la banque, qui en est particulièrement friand. Certains banquiers, et au plus haut niveau, tentent enfin de réagir. C'est le cas de Paul Romer, chef économiste à la Banque mondiale (Bm) (où il vient de se faire débarquer de ses fonctions managériales au département de la recherche). Ancien professeur à l'Université de New-York, considéré comme nobélisable pour ses travaux sur les théories de la croissance, il s'est fait beaucoup d'ennemis en critiquant sans relâche le recours de ses collègues à des modèles mathématiques déconnectés, selon lui, de la réalité.

Il poursuit cependant son combat au sein de la Bm en imposant de raccourcir les rapports, les courriels ou les exposés. Et il n'hésite pas à les interrompre lorsqu'il les trouve trop longs. Il veut ainsi débarrasser les publications de la Bm de leur surabondance de «*bankspeak*s», c'est-à-dire de son jargon technique et abstrait. Il vient même de menacer de ne pas signer le prochain rapport sur le développement dans le monde si le mot «et» représentait plus de 2,6 % du texte final ! C'est en effet le pourcentage qu'occupe cette conjonction dans la littérature académique et que l'on trouvait auparavant dans les anciens rapports de la Bm. Son utilisation abusive rend, d'après lui, une communication boursouflée et peu claire[4].

Espérons que M. Romer fera de nombreux émules dans tous les milieux, pas seulement le sien.

Nouvelle révolution dans l'agriculture

Après la mécanisation des années 1920, puis les modifications génétiques des années 1960-1970, le développement de l'emploi des pesticides, l'agriculture américaine, dont celle de la Silicon Valley, entre dans l'ère de la robotique et du "big data"[5], censés augmenter les rendements, rapprocher producteurs et consommateurs et limiter l'impact sur l'environnement, etc… Mais c'est surtout la pénurie chronique de main-d'œuvre bon marché (immigrée essentiellement) qui pousse les agriculteurs vers les nouvelles technologies, qui apportent en outre des avancées stupéfiantes : les progrès de la vision artificielle et de la reconnaissance d'images permettent, par exemple, de sélectionner les pommes mûres en analysant leur degré de sucre, leurs couleurs et la façon dont elles réfléchissent la lumière : un bras équipé d'un aspirateur permet ainsi à la machine de "cueillir" les fruits mûrs. Un tel engin est en cours d'expérimentation dans l'État de Washington. Et la société Agridata vient d'inventer une machine qui, à partir des nombreuses photos qu'elle prend (20 images par seconde) permettra d'évaluer la production dans les vergers et dans les vignes.

Bref, la "high tech" agricole est en pleine expansion et ne tardera pas à franchir l'Atlantique : les agriculteurs français vont, devoir, une fois de plus, s'adapter !

Jean-Pierre MON

1. https : //www.bundesbank.de

2. En à peine dix ans, ces avoirs ont été multipliés par plus de sept.

3. Elle comprend les dettes des banques commerciales et des banques centrales nationales auprès des agents non bancaires nationaux, tels que les ménages et les entreprises,…

4. *Le Monde, Eco&Entreprise*, 28-29/05/2017.

5. Mégadonnées : ensembles de donnéextrêmement volumineux

Emmanuel Macron ou la voix de ses maîtres

Il est environ 23 heures en ce dimanche du mois de mai 2017 lorsqu'Emmanuel Macron s'avance d'un pas d'empereur romain dans la grande cour du Louvre. Il sait depuis quelques heures qu'il vient d'être élu Président de la République française et, visiblement, notre homme est déjà tout imprégné de l'importance qu'il attribue au personnage qu'il incarne désormais. La marche solennelle, une sorte d'ersatz du sacre des rois de France en la cathédrale de Reims[1], se déroule au son du dernier mouvement de la 9ème symphonie de Beethoven qui, comme chacun sait (ou ne sait pas), a été choisi en 1985 comme hymne européen.

(Comme toujours dans ses choix symboliques, l'UE ne brille ni par l'audace, ni par l'originalité, car dès sa création en 1825, «*l'hymne à la joie*» est une composition "attrape tout" revendiquée par Bakounine et les révolutionnaires français qui y ont entendu la préfiguration d'un monde sans classes, par l'Église catholique qui voyait là une forme d'illustration de l'Évangile… et par Hitler qui exigeait qu'elle soit jouée au cours des festivités qui marquaient chacun de ses anniversaires !

Et, comble de maladresse, l'arrangement choisi par l'UE est exécuté par Herbert Von Karajan qui fut membre du parti nazi de 1935 à 1945[2] …)

Le nouveau Président approche maintenant du podium installé devant la fameuse pyramide, il accélère le pas, gravit lestement les quelques marches, car au-delà de la solennité du moment il s'agit aussi de montrer le dynamisme, l'élan qu'il entend impulser à la nation. Il lève maintenant les bras dans une attitude très "gaullienne". En arrière-plan se dessine la forme géométrique de la pyramide, symbole d'une modernité audacieuse, d'une ascension presque mystique vers un monde "hight tech" d'une redoutable efficacité. Car la pointe acérée de la structure, dans le prolongement rigoureux de la silhouette humaine, semble porteuse d'une menace, comme l'annonce d'une emprise implacable, étrangère au vivant.

La foule, bien sûr, acclame longuement. Il y a là tous ceux qui viennent au spectacle applaudir le vainqueur quel qu'il soit, Pétain ou de Gaulle, Marine ou Macron… Comme toujours en de semblables circonstances, le discours est creux, émaillé de superlatifs, d'exagérations grossières : «*le monde entier nous regarde…*» (comprendre «***me** regarde*»), «*ce que nous avons fait n'a ni précédent ni équivalent*», (comprendre «*ce que **j'ai** fait*»), symptômes de la griserie du vainqueur.

LE JEUNE PRÉSIDENT EST LE PORTE-PAROLES DE L'OLIGARCHIE QUI L'A FAIT NAÎTRE

Pourtant le jeune Président aurait bien tort de se bercer d'illusions : il n'est que le porte-paroles, l'intendant, de l'oligarchie qui l'a fait roi.

Pour comprendre le processus à l'œuvre il faut réaliser que les deux quinquennats précédents ont été globalement décevants pour les classes dominantes. Nicolas Sarkozy s'est vite révélé médiocre, vulgaire, dépourvu de subtilité, contribuant ainsi à dévaloriser la fonction présidentielle et provoquant un rejet radical de la part d'une majorité de Français. De son côté, François Hollande, bien qu'il ait réussi à faire voter la loi Macron et la loi El Khomri, dont les dispositions "fourre-tout" comblent d'aise le patronat, est vite apparu aux yeux de ses électeurs de gauche comme un parjure par rapport à ses déclarations enflammées contre la finance lors de son fameux discours du Bourget, compromettant ainsi toute réélection.

On ne connaîtra probablement jamais la part de hasard et de calcul dans l'esprit de François Hollande lorsqu'en 2012 il nomme Emmanuel Macron Secrétaire général adjoint au cabinet du Président de la République, lui mettant ainsi le "pied à l'étrier" en politique.

Notre homme se révèle alors un fin manœu-

vrier et effectue un parcours sans faute. En 2014, il devient Ministre des Finances et, malgré la promulgation de sa «*loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques*» qui entérine de larges régressions sociales, il parvient à conserver une bonne image dans l'opinion, due probablement à sa jeunesse, à un certain charisme, et surtout à l'épuisement du milieu politique traditionnel.
C'est peut-être à ce moment-là que l'oligarchie, toujours à la recherche d'un homme providentiel susceptible de se consacrer efficacement à la défense de ses intérêts et à l'extension de ses privilèges, commence à s'intéresser sérieusement à lui.

QUELS SOUTIENS DISCRETS A-T-IL REÇUS ?

Quelles garanties, assurances et soutiens discrets a-t-il reçus qui l'incitent à tenter l'aventure ? Toujours est-il que lorsqu'en avril 2016 il fonde son mouvement En Marche et révèle au grand jour ses ambitions présidentielles, il reçoit un accueil extrêmement favorable des milieux d'affaires. En témoigne tout d'abord la facilité avec laquelle le nouveau mouvement parvient à récolter les 13 millions d'euros jugés nécessaires à l'organisation de la campagne.
Il faut dire qu'En Marche bénéficie sur ce point d'une recrue de choix en la personne de Christian Dargnat, Directeur Général de BNP-Paribas Asset Management, qui démissionne de ce poste prestigieux pour se consacrer intégralement et «*bénévolement*» à l'organisation de la collecte de fonds à l'aide de son immense «*carnet d'adresses*», comme le révèle le quotidien en ligne Médiapart : «*à l'extérieur Dargnat et les membres de l'équipe Macron ont tout fait pour démentir l'image du candidat des affaires, préférant insister sur l'afflux de petits dons. En réalité, c'est bien une camarilla de banquiers d'affaires qui a pris en main cette levée de fonds hors normes, mobilisant tout azimut ses réseaux et carnets d'adresses au service d'Emmanuel Macron*»[3]. La banque Rothschild, où Emmanuel Macron a travaillé pendant 4 ans, lui apporte un soutien sans réserve et Olivier Pécoux, son Directeur Général, organise pour lui une grande rencontre de donateurs potentiels dans un établissement des Champs-Elysées privatisé pour l'occasion.
Particulièrement lucratifs, ces «*cocktails dinatoires*» peuvent rapporter jusqu'à 80.000 euros en moins de deux heures…
L'étranger est largement mis à contribution et des «*rencontres*» identiques sont organisées avec succès à Londres, Genève, San Francisco, New-York… Comme si l'oligarchie internationale voulait prendre sa revanche sur l'échec cuisant subi aux États-Unis, elle qui avait tout misé sur Hillary Clinton et se retrouve maintenant avec un Président irresponsable et imprévisible…

UNE CAMPAGNE PUBLICITAIRE BIEN CONÇUE

Pourtant, bien que le financement soit, bien sûr, «*le nerf de la guerre*» dans notre monde hyper médiatisé, le secret d'une élection victorieuse réside aussi dans une campagne publicitaire, baptisée pour l'occasion «*campagne électorale*», bien conçue et la figure de l'heureux élu n'est jamais qu'un concept marketing savamment élaboré[4]. En ce qui concerne Emmanuel Macron, et pour simplifier un peu, «*l'image*» du candidat repose sur trois piliers principaux : la jeunesse, le parcours fulgurant d'un homme inconnu quelques mois auparavant, et la réussite dans les affaires à la banque Rothschild, tant il est vrai que l'idée que l'on peut mener un État comme une entreprise privée, bien que totalement fausse, est largement partagée. Et comme nous sommes en France, l'un des derniers pays où la culture revêt une quelconque importance en matière politique, on rappellera que le candidat fut un temps le collaborateur (ou un simple assistant ?) du philosophe Paul Ricoeur.

LES "UNES" DE LA PRESSE RESERVÉES AU CANDIDAT DES MÉDIAS

Une fois les plans de campagne soigneusement établis, reste la question de sa diffusion dans le paysage médiatique ; et là, l'oligarchie est à son affaire, elle qui contrôle la quasi-totalité des organes de presse.
Dans un article intitulé *Le candidat des médias*, *Le Monde Diplomatique* présente un florilège des "unes" réservées par la presse à son enfant chéri[5]. C'est bien *L'Express*, propriété du groupe dirigé par Patrick Drahi (SFR, BFM TV, RMC, Libération…), qui ouvre le bal dès septembre 2014 avec «*La bombe Macron*»; suivi bientôt par «*Macron : ce que je veux pour 2017*»; *L'Observateur*, propriété de l'industriel Claude Perdriel, surenchérit «*La fusée Macron : son plan secret pour 2017*» suivi de quatre autres couvertures hagiographiques; et *Paris-Match* (propriétaire Jean-Luc Lagardère) n'est pas en reste avec «*Ensemble sur la route du pouvoir, Brigitte et Emmanuel Macron*» accompagné d'un interview de Madame. Mais la palme revient sans conteste au magazine *Le Point* (propriétaire François Pinault) qui multiplie les "unes" notamment «*Et pourquoi pas lui ?*», «*L'homme qui dérange*», «*Ce qu'il a*

dans la tête». Bien évidemment les chaines TV ne sont pas en reste, comme en témoigne jusqu'à la caricature BFM TV qui a consacré, suivant l'hebdomadaire *Marianne*, quatre cent vingt-six minutes à Macron contre quatre cent quarante à ses quatre principaux adversaires, en 4 mois. À noter que toutes les couvertures de magazines et apparitions publiques du couple Macron sont conçues et contrôlées par l'agence Bestimage, spécialisée dans la photographie des célébrités, et Madame apparaît souvent arborant des robes Louis Vuitton, ce qui n'est guère surprenant si l'on sait qu'elle est l'amie intime de Delphine Arnault, fille de Bernard Arnault, patron du groupe LVMH.

QU'ATTENDENT DE LUI LES PUISSANTS ?

On pourrait ainsi multiplier à l'infini les exemples montrant les liens étroits qui lient le nouveau Président à l'oligarchie française et internationale. Mais à ce stade, une question se pose : qu'attendent exactement les puissants de celui qui selon *Le Monde Diplomatique* a été «*fabriqué pour servir*» ?

La réponse peut être synthétisée en trois points.

Il s'agit premièrement de transformer profondément le paysage politique français en pulvérisant le Parti Socialiste, dont l'aile gauche demeure gênante par ses velléités de transformation sociale, pour construire un parti du centre «*ni de droite, ni de gauche*», sur le modèle du Parti Démocrate étasunien, qui concilierait de vagues prétentions progressistes avec une politique néo-libérale bien réelle. Une alternance, n'excluant pas des périodes d'alliances, pourrait s'établir avec une droite plus franchement conservatrice (notamment sur la question des mœurs) autour d'un pôle constitué par "*Les Républicains*" ; mis sur le même plan, les partis qualifiés «*d'extrémistes*» de droite et de gauche étant rejetés sur les marges et servant de repoussoir.

La deuxième mission d'Emmanuel Macron consiste à faire sauter «*les verrous*». Car l'oligarchie n'aime pas les verrous, sauf peut-être ceux qui cadenassent ses yachts et ses luxueuses résidences. Il y a les verrous qui empêchent de licencier à sa convenance, les verrous qui réglementent les heures supplémentaires, les verrous qui instituent des normes de sécurité dans l'entreprise, bref tous ces règlements "dépassés" qui entravent l'action de ces entrepreneurs "audacieux", de toutes ces «*start-up*», qui font l'orgueil de notre monde contemporain.

Si le bon peuple donne un blanc-seing au jeune Emmanuel lors des prochaines élections législatives, une première vague de mesures, baptisées «*réformes*» dans le jargon néo-libéral, pourraient advenir pendant l'été, lorsque le plus grand nombre se prélasse sur les plages, anesthésié par les coups de soleil. Quel "bonheur" ce sera pour nos insouciants vacanciers de découvrir à la rentrée de septembre le plafonnement des indemnités accordées par les prud'hommes, la priorité donnée aux accords d'entreprises sur les accords nationaux, tout le "*dépoussiérage*", toute la "*simplification*" de ce "*vieux Code du Travail source de tous nos maux*" ! Car nul n'en doute, cela permettra à chaque chômeur de trouver rapidement un «*Uber job*», bien sûr un peu précaire, mais comme le déclare l'ancienne Présidente du MEDEF Laurence Parisot (qui convoitait un ministère, mais ce sera peut-être pour plus tard) : «*Que voulez-vous, l'amour est précaire, la santé est précaire, la vie elle-même est précaire, pourquoi le travail ne le serait-il pas ?*».

En tous les cas, son successeur Pierre Gattaz, se déclare «*sur un petit nuage*» depuis l'élection de son protégé et il ne doute plus de voir très bientôt se réaliser ses rêves les plus fous : pour le mois d'octobre une grande réforme de l'assurance chômage et, pourquoi pas, l'année prochaine, une grande réforme des retraites qui signerait peut-être pas la mort, mais au moins la mise à l'écart, du système par répartition.

Et puis, tous les espoirs sont permis, on pourra peut-être prochainement tordre enfin le cou à l'assurance maladie, cette vieille ennemie qui empêche depuis des lustres nos amis des assurances privées d'empocher de substantiels bénéfices…

Pourtant, il n'est pas exclu que certains, obstinément "*tournés vers le passé*", refusent l'inévitable "*modernité*" et le fassent savoir bruyamment, peut-être trop bruyamment. Il faudra donc sévir et rétablir l'ordre, il s'agit-là de la troisième tâche du nouveau Président. Heureusement il y a le terrorisme, qui a permis l'instauration de «*l'état d'urgence*» qu'il est facile de détourner pour réprimer la contestation sociale. Le processus est déjà bien entamé, comme le souligne un rapport d'Amnesty International en date du 30/5/2017 intitulé «*En France des restrictions disproportionnées à la liberté de réunion pacifique sous couvert de l'état d'urgence*». Reste à mettre au point un dernier tour de passe-passe : supprimer l'état d'urgence tout en pérennisant ses principales dispositions en les incorporant dans la loi ordinaire…

La France rejoindrait ainsi le club des pays où la remise en cause du système dominant n'est ● ● ●

plus du tout à l'ordre du jour ou seulement à la marge : États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne… Alors tout serait bien dans le meilleur des mondes pour les privilégiés…

LE CONSENSUS AUTOUR DU SYSTÈME DOMINANT POURRAIT SE TROUVER LARGEMENT ÉCORNÉ

Mais ce scénario idéal, dont rêvent tous les oligarques, est loin d'être assuré car l'Histoire a plus d'un tour dans son sac et le capitalisme est probablement bien plus fragile qu'il n'y paraît. Il est peut-être même gravement malade, sans en avoir vraiment conscience. Dans notre monde largement interconnecté, un évènement imprévu dans une quelconque partie du globe peut avoir un effet de niveau systémique redoutable, difficile à contrôler. Et c'est tout particulièrement le cas avec l'instabilité chronique du système financier international.
Dans les années d'après-guerre, le capitalisme était parvenu à s'assurer le consentement populaire, dans les pays riches par la croissance et le progrès social, par une réduction des inégalités entre 1945 et 1975, par une prospérité relativement partagée. Mais aujourd'hui, ce système de légitimation n'existe plus. La classe dominante a sombré dans un délire d'illimitation suicidaire qui la pousse à accroître jusqu'à l'absurde son pouvoir et ses privilèges. En résultent une explosion des inégalités, la montée de la pauvreté et de la précarité, un chômage de masse, la dégradation des conditions de vie et de travail, qui démontrent à tous que demain pourrait être pire qu'aujourd'hui.
Alors, bien sûr, les économistes orthodoxes répètent à l'envi que lorsque les riches sont prospères, le sort des pauvres finit toujours par s'améliorer, c'est ce que l'on nomme dans leur jargon «*la théorie du ruissellement*», mais il est peu probable que les dominés s'accommodent éternellement de la position du chien sous la table qui attend patiemment que son maître daigne lui octroyer une bouchée du festin.
Le consensus majoritaire autour du système dominant pourrait donc finir par se trouver largement écorné.

AU COURS DE CE XXIE SIÈCLE, NOTRE ESPÈCE VA JOUER SON VA-TOUT

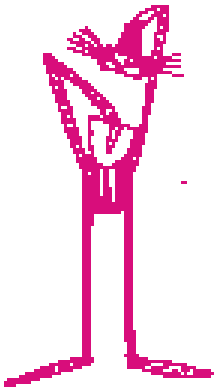
D'ailleurs, l'actuelle montée du terrorisme peut être interprétée moins comme un retour du fanatisme religieux que comme une exaspération, un désespoir, malheureusement dévoyés.
Si l'on ajoute à tout cela les conséquences de la crise écologique (désordre climatique et pollutions généralisées) qui vont devenir de plus en plus évidentes, nous avons tous les ingrédients d'un cocktail détonant… qui pourrait précipiter un effondrement civilisationnel majeur comme notre monde n'en a jamais connu.
À ce moment périlleux de l'Histoire, nous aurons pourtant à notre disposition toutes les connaissances, philosophiques, scientifiques et techniques, permettant de faire éclore une nouvelle Renaissance. Mais saurons-nous les utiliser avec discernement ?
L'oligarchie va-t-elle accepter de mettre une sourdine à sa mégalomanie dévorante ?
Une chose est sûre : au cours de ce XXIe siècle, notre espèce va jouer son va-tout.

Bernard BLAVETTE

RÉFÉRENCES :

1. Voir sur ce point *L'Etat entre puissance et fragilité*, de Bernard Blavette *GR* 1173 (mars 2016).
2. *La 9ème de Beethoven, une musique politique*, par Esteban Buch – Ed. Gallimard (1999).
3. En France, les dépenses de campagne sont limitées à 22 millions d'euros. En ce qui concerne Emmanuel Macron 13 millions ont été rassemblés grâce à des dons, et 9 millions proviennent d'un emprunt remboursable si le candidat obtient plus de 5% des voix. Par ailleurs, les dons individuels ne peuvent dépasser 8.000 euros (4.000 euros pour le candidat et 4.000 euros pour le ou les partis qui le soutiennent). Toutes les informations sur le financement de la campagne d'Emmanuel Macron proviennent d'un article publié le 21/5/2017 par le quotidien en ligne Médiapart, *Macron leaks : les secrets d'une levée de fonds hors normes*.
4. Lire un grand classique qui décortique la campagne électorale de Richard Nixon : *Comment on vend un Président*, par le journaliste étatsunien Joe Mc Guinniss, éd. Arthaud,1970.

Pour que le vote blanc soit un *vrai* vote utile !



Un des grands gagnants du second tour des élections présidentielles de mai 2017 a été le vote blanc : 8,52% des bulletins de vote ! Depuis les présidentielles de 1965, le vote blanc, même compté avec le vote nul jusqu'en 2014, n'avait jamais obtenu un tel ralliement à une telle élection. Et celà sans campagne favorable, sans publicité, ni appel directement prononcé en sa faveur.
Les bulletins nuls étant passés de 0,78% à 3 % entre les deux tours, il est difficile de penser que la différence soit due à un surcroît d'erreurs ou de maladresses, alors que la participation a légèrement baissé (-3,21%).
Ces chiffres confirment plutôt que l'électeur, comme il est fréquent dans ce cas, a volontairement déposé un bulletin nul pour manifester son refus des différents choix présentés. Son intention rejoint ainsi ce qu'exprime le vote blanc. L'addition des bulletins nuls et des blancs se justifie donc, et elle représente quatre millions de bulletins, soit 12% des bulletins de vote. Un résultat qui pourrait être envié par beaucoup de candidats !

Quant à l'abstention au second tour des présidentielles, elle se maintient à un niveau élevé depuis 1995, avec cette fois 25,44% des inscrits, soit environ 12 millions de personnes. Elle est devenue, ces dernières années, en partie un acte politique consistant à montrer son désaccord : c'est l'abstentionnisme "militant".
Même si aucun outil ne permet de distinguer celui-ci du simple désintérêt, l'hypothèse selon laquelle la cause de ce haut niveau d'abstention est un désaccord total, voire un rejet de la politique appliquée dans notre pays, demeure réaliste.
Or les résultats s'avèrent très différents de ceux proclamés lorsqu'on rassemble ces votes de contestation, de rejet. En ajoutant l'abstention aux votes blancs et nuls du second tour, Emmanuel Macron *n'obtient pas la majorité absolue* : il n'a réuni que 43,63% des suffrages du corps électoral français (soit 47,4 millions d'électeurs inscrits), et Marine Le Pen en a récolté 22,38%.
Abstentions, votes blancs et nuls représentent plus d'un tiers des électeurs : 33,96 %… donc une force qui, à l'évidence, doit être mieux reconnue pour aboutir à une action politique concrète.

SIGNIFICATION DU VOTE BLANC

Le «*bulletin blanc*», autrefois nommé «*billet blanc*» (voir l'avis du Conseil d'État du 25 janvier 1807) a été rendu possible par le remplacement du vote à main levée par le vote par bulletin (loi du 18 ventôse An VI, en référence à l'art 31 de la Constitution de l'an III).
Avant celà, l'abstention était la seule alternative possible au vote.[2]
Voter blanc indique une volonté de participer au débat démocratique, il ne remet pas en cause le principe des élections, ni leur utilité, mais il signifie un refus des choix proposés : «*Je tiens à participer mais ce qui est proposé ne me convient pas*». Il demande donc la révocation d'une offre politique qu'il juge inappropriée. Selon Pierre Bréchon, le vote blanc doit être considéré comme une expression politique, notamment parce qu'il est réputé intentionnel. Sa croissance dans les années 1990 «*mérite d'être appréhendée comme le signe de phénomènes sociaux ou politiques et d'être étudiée*»[3].

Le vote nul, en dehors de l'erreur, manifeste plus systématiquement un mécontentement global, dans la mesure où, généralement, l'électeur barre, déchire ou annote son bulletin de vote.

En ce qui concerne l'abstention, contrairement à ce que pensent certains, elle n'a pas plus d'impact que le vote blanc. Elle en a même moins puisque notre système électoral ne prévoit pas de seuil minimal de voix pour qu'une élection soit valide. Une abstention massive n'aurait qu'une influence purement médiatique… surtout si le jour de l'élection le temps a été particulièrement beau ou si l'élection est tombée le jour d'un événement sportif populaire !
Inconvénient majeur de l'abstention, elle est toujours interprétée comme une simple non-participation et n'a donc aucun effet sur les résultats : «*On la déplore, mais on l'oublie bien vite*».

Pourtant l'abstention n'est pas que l'expression d'un désintérêt pour la politique (ce désintéressement est d'ailleurs le fruit d'un conditionnement bien orchestré) ou encore le témoignage d'un manque d'intégration dans la société, elle est bien souvent celle d'une véritable contestation politique, d'un rejet radical du système dominant, que ce soit au niveau des programmes, des candidats, des propositions, ou même au niveau gouvernemental. Combien d'abstentionnistes ont perdu toute confiance en ce processus électoral duquel aucune transformation sociale de grande ampleur n'a vu le jour et se montrent résignés tant ils sont persuadés que toute cette agitation ne servira à rien pour eux ? Il est donc dommage que cette contestation ne soit pas uniformément et clairement exprimée, d'abord pour qu'elle se distingue du "je-m'en-foutisme", et surtout pour qu'elle se concrétise par une action nette, visible par tous.
Par le vote blanc, le contestataire montre qu'il tient à son rôle de citoyen, qu'il se déplace pour s'exprimer et montrer sa volonté de faire partie du groupe social et de participer aux décisions qui concernent la vie de ce groupe. L'abstention souffre de son ambiguïté à propos de l'engagement politique et apparaît donc moins bien placée que le vote blanc pour se faire reconnaître comme un suffrage exprimé. Il est d'ailleurs inconcevable que ce dernier ne soit toujours pas homologué afin de le confronter aux scores des candidats.

FAIRE RECONNAÎTRE LE VOTE BLANC

Aujourd'hui, seuls sont comptés comme votes exprimés les bulletins aux noms des candidats. La reconnaissance des bulletins blancs consisterait donc à les comptabiliser dans le total des votes exprimés. Le vote blanc deviendrait ainsi l'équivalent d'un candidat, ce qui ferait en conséquence baisser les scores des autres. Et par l'incorporation des votes blancs dans les suffrages exprimés, il deviendrait plus difficile d'atteindre la majorité absolue des suffrages exprimés, comme le stipule l'article 7 de la Constitution.
En 2014, une loi a été votée en faveur d'une «*certaine*» reconnaissance du vote blanc. Mais malgré sa parution au Journal Officiel[4], cette loi a été destituée de sa caractéristique essentielle : le pouvoir invalidant. En effet, cette loi ne modifie que symboliquement le code électoral : les votes blancs seront désormais comptabilisés *séparément* des votes nuls, une enveloppe vide étant considérée comme un vote blanc. Ce qui veut dire que, dans l'hypothèse, volontairement démesurée, où le vote blanc ferait 90% des suffrages, le candidat récoltant 10% l'emporterait tout de même !
Il est important de noter que l'État français interdit par la loi la fourniture de bulletin blanc lors d'une élection.

En 15 ans, pas moins de 5 lois ont été proposées :
• Les propositions de loi n° 14 (2000-2001) de M. Ladislas Poniatowski et n° 29 (2000-2001) de M. Hubert Haenel et plusieurs de leurs collègues, demandaient à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc.
• Les propositions de loi n° 329 (2006-2007) de M. Yves Détraigne et n° 391 (2010-2011) de M. Daniel Dubois et plusieurs de ses collègues tendaient à reconnaître le bulletin blanc dans les élections.
• La proposition de loi n° 70 (2011-2012) de M. Roland Courteau pour reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé.
Aucune de ces propositions n'a abouti.

QUELLE EST LA SITUATION À L'ÉTRANGER?[2]

— L'Europe peut mieux faire :
• en Suéde et aux Pays-Bas, le vote blanc est reconnu essentiellement lors des référendums ce qui permet de répondre autrement que par oui ou non.
• l'Espagne est le seul pays qui considère les votes blancs comme valides à toutes les élections. Ils participent au calcul des pourcentages mais ces bulletins blancs ne sont pas transformés en sièges même s'ils sont nombreux.
• en Grèce, le vote blanc est reconnu mais il est ajouté au score du parti vainqueur de l'élection dans le cadre du scrutin majoritaire (!).
— En Amérique du sud: la situation est plus favorable :
• au Pérou, le scrutin est annulé lorsque les deux tiers des électeurs votent blanc : cela revient à dire que le peuple possède en quelque sorte un droit de veto.
• l'Uruguay reconnaît les votes blancs. Ils sont pris en compte pour calculer la majorité aux élections présidentielles au premier tour, donc peuvent obliger les candidats à faire un deuxième tour si ils n'obtiennent pas la majorité absolue des votants.
• en Colombie, le vote blanc reflète «*une expression de la dissidence politique, d'abstention ou de désaccord avec les politiques*». Les votes blancs sont donc comptabilisés dans les suffrages exprimés (*votos validos* - article 9 de l'acte législative de 2009) et ont un pouvoir

invalidant (une seule fois) s'ils représentent la majorité absolue des votes "valides". Si le vote blanc est de nouveau majoritaire au cours de l'élection suivante, le gagnant sera le candidat ayant la majorité des votes "valides".

• au Brésil, les votes blancs sont bien comptés séparément des votes nuls, mais ils n'influencent pas le résultat : ils servent uniquement pour les statistiques.

— Dans les autres pays, les bulletins blancs, comptabilisés ou non, n'interfèrent pas dans le résultat des élections.

Actions en cours pour la reconnaissance du vote blanc:

Certains partis politiques ont intégré la reconnaissance du vote blanc à leurs programmes : en 2012, le parti Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan et le MoDem de François Bayrou ; en 2013, l'Union populaire républicaine de François Asselineau ; en 2014, le Mouvement socialiste alternatif (MSA) ; et en 2016, le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon. Depuis fin 1989, Gérard Gautier a créé en Bretagne le mouvement "*Blanc, c'est exprimé*" et l'association milite pour la reconnaissance du vote blanc auprès des élus et partis politiques.

Depuis avril 2010, les "*Citoyens du Vote Blanc*", mouvement citoyen fondé par Stéphane Guyot, milite pour la reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé. Depuis 2012, il présente des citoyens ordinaires "*candidats du vote blanc*" aux élections, chargés de représenter les électeurs qui veulent voter blanc. Puisque ces candidats sont des personnes physiques, les voix qu'ils recueilleront seront bien comptabilisées dans les suffrages exprimés. Ils fournissent ainsi un moyen d'expression valable aux électeurs qui sont tentés par l'abstention ou le vote sanction.

Il existe en Espagne un parti politique appelé «*Escaños Blancos*» (Sièges Blancs) qui demande que l'on attribue des sièges vides proportionnellement aux votes blancs.

Aux États-Unis, le mouvement ''*None Of The above*'' (voter pour aucun), est une copie conforme du mouvement français de Stéphane Guyot, tout comme en Suisse, Thomas Wroblevsk, poursuit une initiative similaire.

Suite à la publication du dernier sondage IFOP pour Synopia sur le vote blanc en France, Florian Demmel, membre du Parti du Vote Blanc, invité sur Europe 1 midi par le journaliste Maxime Switek le 28 mars 2017, faisait les révélations suivantes : 86% des Français se déclarent favorables à ce que le vote blanc soit considéré comme un suffrage exprimé et qu'il soit pris en compte lors du calcul du résultat des élections présidentielles. Si la réforme avait été mise en œuvre lors de l'élection de mai dernier, près de 40% auraient voté blanc. Et seulement 55% des Français auraient voté au premier tour pour l'un des 11 candidats, laissant la porte ouverte à l'invalidation de l'élection, faute de majorité absolue.

Argumentation en faveur du vote blanc

Les partisans du vote blanc demandent que celui-ci soit compté comme un suffrage exprimé et qu'il ait un pouvoir invalidant s'il obtient la majorité absolue (50% + 1 voix). C'est une façon de donner enfin aux citoyens ce pouvoir d'enrayer le monopole des partis et

la puissance de l'oligarchie qui dirige ces élections "organisées", car au fur et à mesure de notre Histoire et des républiques successives, notre citoyenneté a perdu toute sa signification, sa force et son implication.

Les électeurs pourraient ainsi exprimer leur mécontentement politique et disposer d'un outil leur permettant de refuser l'ensemble d'une offre jugée insatisfaisante ou dangereuse pour la démocratie. Reconnaître cette expression aurait le mérite de permettre de faire la distinction entre l'électeur qui a fait la démarche de venir voter avec la volonté de s'exprimer, et celui qui s'abstient, ou dont le vote est défectueux. C'est ce que démontrent les déclarations de deux acteurs : celle du comédien Albert Dupontel : «*Je voterai lorsque le vote blanc sera valide*» et celle de Mathieu Kassovitz : «*Le vote blanc est la base de notre constitution. C'est l'élément essentiel qui assure à tous les citoyens un véritable choix… Le vote blanc assure à tous la capacité de faire entendre sa voix. Pour moins d'abstention et plus de démocratie.*»

En l'état actuel, les citoyens ne peuvent pas s'opposer à un choix impossible comme l'a été, pour le plus grand nombre, la présidentielle 2017 entre M. Le Pen et E. Macron.

Si le vote blanc était reconnu, et emportait plus de 50% des suffrages, le scrutin serait annulé et d'autres élections organisées. Les participants devraient alors revoir leurs copies, faire évoluer leurs propositions, ou être remplacés.

La politique néolibérale appliquée par les différents gouvernements au pouvoir depuis des dizaines d'années, et présentée par eux comme inéluctable, a élargi la fracture sociale entre "la France d'en haut" et "la France d'en bas". Les électeurs que nous sommes se retrouvent ainsi plongés dans le désarroi et l'indécision. Ce profond dégoût du système les conduit à s'abstenir. Malgré une volonté désespérée de changement, mais sans savoir vers qui se tourner, ils ne prennent plus la peine de voter, sachant que c'est inutile. Ils ont pourtant conscience de l'importance de faire entendre leurs voix par les urnes, ils aspirent profondément à respecter les règles de la démocratie. Voilà pourquoi le vote blanc peut devenir un outil efficace pour remettre en question l'offre politique proposée par l'oligarchie dominante.

Les partis politiques sont de moins en moins représentatifs de l'opinion du peuple, il est donc temps de mettre un terme à la situation dans laquelle les "démocraties" modernes, dont la France, se sont perdues. Or ce n'est pas aux partis politiques, ni à leurs porte-parole, de concevoir les règles qui s'appliquent à la vie politique. Les citoyens doivent pouvoir participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des lois qui les concernent et redéfinir pour cela les règles de la démocratie participative. Car c'est au peuple souverain de définir les modalités pratiques des instances qui le lient à ses représentants, dont les rôles doivent s'inscrire dans le champ de l'exécutif et non celui du législatif, qui est la propriété du peuple.

Pour démanteler le rideau politicien dressé entre le peuple et la caste dominante, le vote blanc se présente comme un outil efficace et non violent, utile pour concrétiser la contestation. La reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé représente un moyen pour provoquer une réforme de nos institutions.

Le vote blanc doit être reconnu pour pouvoir être utilisé comme un "droit de veto" populaire qui rassemble le mécontentement lors des élections, et comme un "droit de révision".

En ce qui concerne le droit de veto, la majorité atteinte par les votes blancs permettrait le rejet de tous les candidats.

Et le droit de révision, obtenu par la majorité de votes blancs permettrait de reconsidérer le projet, ou la question posée, afin qu'ils soient retravaillés. Ces deux possibilités représentant une menace pour les candidats ou les initiateurs de référendums, conduiraient à encourager une meilleure communication des candidats avec la population.

Le vote blanc, d'abord contestataire, porte aussi d'autres objectifs :

- Permettre aux électeurs de refuser une offre politique qui leur paraît inconvenante, insatisfaisante ou même dangereuse,
- Se substituer à l'abstention dont l'engagement politique est douteux,
- Servir aux citoyens pour révoquer une classe politique professionnelle, corrompue, utilisée par l'oligarchie afin de protéger ses intérêts,
- Engager un processus de refus de l'ordre proposé et exiger l'établissement d'une nouvelle constitution démocratique "par le peuple et pour le peuple",
- Constituer un vote de contestation pour éviter que la déception et la colère des citoyens vis à vis des propositions politiques profitent à des partis opportunistes qui pourraient mettre en danger le pouvoir du peuple et la démocratie,
- Les résultats favorables au vote blanc pourraient éventuellement aboutir à l'acquisition de sièges au Parlement.

Pour conclure, le vote blanc, par son utilisation systématique peut posséder le pouvoir de paralysie du système. Il peut signifier une remise en question du gouvernement et même mener à la révision de la Constitution. L'anticapitalisme pourrait s'exprimer par ce moyen, concrétisant le refus d'adhésion à un système politico-économique défaillant, jugé dangereux. Ce blocage démocratique deviendrait le moyen de provoquer l'ouverture "d'États généraux" afin d'étudier et de proposer une nouvelle organisation.

François CHATEL

Continuons à refaire le monde, il en a bien besoin !!

Bravo pour la boîte de Pandore, l'article de Guy Gourévitch dans la dernière *Grande Relève* (1186 de mai). Que la société mercantile soit exsangue et qu'elle ne réponde plus au futur du monde, sa démonstration est brillante et on ne peut qu'y souscrire. Mais on peut tenter aussi de revitaliser le reliquat d'espérance qui se morfond dans la boîte de Pandore.
Il faut se faire à cette idée que les richesses matérielles sont de plus en plus produites par le Capital et non par le Travail. Ce n'est pas nouveau et la réduction du temps de travail est inscrite dans l'histoire de nos économies. D'où à mes yeux la nécessité du revenu d'existence sur lequel je reviendrai.

La question démographique est a priori déterminante et catastrophique si on la prend dans sa globalité.
Une analyse un peu plus pointue me semble cependant utile. Je la tiens d'un livre de Pierre-Noël Giraud, *L'homme Inutile* (aux éditions Odile Jacob). On y trouve à la page 90 un tableau éloquent, établi par les services de l'ONU, sur l'évolution de la population mondiale de 2010 à 2100. On s'aperçoit que la croissance démographique des pays les plus riches, Europe, États-Unis, Chine restera à peu près nulle en ce début du XXIème siècle et qu'elle deviendrait même légèrement négative à partir de 2050. L'Asie du Sud-Est va croître encore jusqu'en 2050, puis se stabilisera et même diminuera légèrement. Seule la population africaine devrait croître beaucoup. Si notre monde passera de 7 à 10 ou 12 milliards d'individus, cette expansion sera due presque entièrement à celle du continent africain. Si nous étions intelligents, nous mettrions tout en œuvre pour aider celui-ci à émerger, en nous interdisant de ponctionner ses richesses pour notre seul bien-être. En lui laissant aussi appliquer ses connaissances ancestrales, souvent plus judicieuses que les nôtres, de l'exploitation naturelle et écologique du sol. Et aussi en évitant de considérer ses élites comme une clientèle facile pour nos marchés des armes…
Car plus le niveau de vie et d'éducation d'une population s'élève, plus sa croissance démographique est faible, au point que dans les pays les plus riches, en Allemagne par exemple, elle devient négative.

Autre question majeure : comment nourrir une humanité de 10 à 12 milliards d'individus ? Dans ce même ouvrage j'ai trouvé une réponse encourageante. Elle est issue des travaux d'organismes a priori sérieux, tels que la FAO, selon lesquels on pourrait doubler la production agricole mondiale d'ici 2050, à condition d'utiliser des procédés d'exploitation plus respectueux de la qualité des terres et moins consommateurs d'intrants polluants, dont l'usage irraisonné des dernières décennies à entraîné partout une désertification des sols.
Certes, il faudra compter sur une augmentation de la température moyenne de la terre, sur l'affaiblissement des ressources en eau. De grandes transformations des équilibres mondiaux sont inévitables, mais il semble que l'on puisse s'y adapter.
J'ai trouvé à la page 192 un passage que je ne résiste pas à citer : «*Nous n'avons donc aucune contrainte de ressources épuisables. Nous n'avons pas non plus de contraintes globales de ressources renouvelables : utilisées avec les techniques prévisibles, celles-ci suffiraient à faire vivre très correctement 10 milliards d'hommes*».
Pour rester dans la perspective optimiste de cet ouvrage, l'auteur envisage avec sérieux que la population mondiale pourrait diminuer jusqu'à ne compter que 4 milliards d'individus à la fin du XXIIème siècle. La terre serait alors redevenue un paradis où tout le monde vivrait bien, et de plus en plus longtemps.
Il n'est pas interdit de rêver.

LE RÊVE DU PLEIN EMPLOI

Continuons donc de rêver pour contester ce que nous ressassons depuis des décennies, droite et gauche confondues, à savoir la lutte contre le chômage. Pourquoi n'y est-on jamais parvenu ? On invoque la croissance insuffisante, tout en sachant qu'elle ne peut augmenter sans limite. D'où pourraient provenir les emplois nouveaux ? Car le système concurrentiel gaspille beaucoup de travail. Les actions commerciales, et surtout la publicité, ne font qu'orienter la consommation d'un secteur vers un autre, ou d'une firme vers une autre. Mais jamais la publicité n'a engendré une quelconque augmentation du pouvoir d'achat. En fait, les publicitaires travaillent les

uns contre les autres sans rien produire d'utile. Alors certes on peut compter sur la transition écologique pour créer des emplois, mais les financer par le secteur privé entraînera en contrepartie une perte du pouvoir d'achat des ménages sur les biens traditionnels. Elle se reportera alors sur d'autres, avec un risque de perte d'emplois. Rien ne permet d'affirmer que le bilan sera positif.

Ce report d'un secteur d'activité sur d'autres risque, dans un régime de marché concurrentiel, d'augmenter les inégalités de revenus comme de patrimoine. Ces inégalités sont-elles ou non un frein pour l'économie ? A priori le transfert d'un secteur dans un autre ne devrait pas avoir d'influence sur les emplois. Le secteur du luxe sera privilégié par les riches et celui des biens de consommation, par les moins aisés. Rien ne permet de dire si le bilan sera ou non positif. Les économistes diront que les riches consomment proportionnellement moins, par rapport à leurs revenus, mais qu'ils investissent davantage, donc favorisent le développement de l'économie. Cela conduit certains à penser que les inégalités seraient favorables à sa vitalité. C'est négliger un facteur pour moi important : la vitesse de circulation de la monnaie. Plus elle est grande, plus les échanges sont nombreux. Dans une économie de marché, plus la monnaie circule vite, plus l'économie est prospère, et c'est l'inverse si elle est thésaurisée.

Or les riches ont de multiples moyens de thésauriser. Dans les paradis fiscaux en premier, mais aussi dans la spéculation sur les biens patrimoniaux, immobiliers, œuvres d'art et surtout sur les valeurs mobilières. En quelques dizaines d'années la valeur marchande d'un tableau de Van Gogh peut passer de quelques euros à plusieurs millions. Ceci au cours de multiples échanges qui n'ont rien changé à la valeur artistique de l'œuvre. La spéculation est équivalente à la thésaurisation sur le ralentissement de l'économie. C'est donc aux plus-values qu'il faut s'attaquer et en particulier à celles qui portent sur les mouvements boursiers. Ils drainent, sans apporter aucune richesse, des masses monétaires considérables.

On imagine ce que la taxation des transactions spéculatives apporterait au budget de l'État, et à l'intérêt de nos concitoyens. Ce n'est pas le moment de baisser les bras car il semble que cette proposition ait été écartée sine die par notre nouveau président.

LE REVENU UNIVERSEL

Le nombre d'emplois se réduit, au profit soit du chômage d'une partie des actifs, comme en France, soit de la généralisation des emplois partiels, comme en Allemagne. Diminution d'emplois ne signifie pas réduction de production des richesses, le PIB par tête ne diminue pas, mais comment les répartir si le travail ne peut plus être le seul critère ? Le droit d 'en profiter doit être alors déconnecté du travail nécessaire pour les produire. D'où mon attachement au revenu universel, seul moyen de ne pas laisser au bord de la route une part croissante de la population dont le travail n'est plus indispensable. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de supprimer le travail, mais de mieux le répartir en acceptant qu'il diminue, à la limite le plus possible, au profit d'activités qui n'entrent pas dans système concurrentiel du marché, celles des associations, du bénévolat et de l'épanouissement individuel.

Le revenu d'existence serait un moyen de redonner à tous une place sur la terre, place qui n'est plus assurée à celui qui ne possède ni revenu fixe, ni patrimoine.

Alors que tous les êtres humains en disposaient dans les époques primitives où l'espace et les ressources étaient accessibles à tous. Avant que la propriété privée ne les ait confisqués en faveur d'une "élite", ou plutôt des privilégiés qui en profitent sans mesurer ce qu'elle représente en termes de confort et de sécurité.

J'attache de l'importance à distribuer ce revenu universel à tous et non seulement aux plus pauvres. Car distinguer entre pauvres et riches transforme les uns en «*assistés*» et les autres en «*ponctionnés*», au prix d'une fracture sociale qui conduit à la dévalorisation des premiers et à la vindicte des autres qui s'estiment lésés.

QUEL SYSTÈME DE PRODUCTION DANS L'AVENIR ?

Lorsque tous les biens matériels seront produits exclusivement par des robots, qui les achètera ? Ford et Keynes avaient déjà été confrontés à cette situation mais, à l'époque ,la main d'œuvre était encore nécessaire et l'augmentation des salaires restait une solution.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui et les actionnaires des grands complexes industriels ne sont pas assez nombreux pour consommer tout ce que produisent les robots dont ils sont les seuls propriétaires

Pour ma part je ne vois que deux modes convenables d'organisation de la production et de la distribution des richesses pour suppléer à la structure capitaliste, devenue inefficace.

En premier ce serait le service public, qui n'est pas nécessairement gratuit, et qui pourrait mettre à la disposition de tous des systèmes de production polyvalents. Bien sûr, on me dira que l'État est incapable de gérer convenablement des activités industrielles ou de services. Mais je suis convaincu que c'est un argument

peu défendable et qu'un effort d'organisation permettrait de pallier cette difficulté. Mais l'État ne peut tout faire et je m'appuierais sur les Coopératives Ouvrières de production dont un des avantages majeurs consiste à supprimer la traditionnelle dépendance des salariés vis à vis du capital, puisqu'ils en sont les propriétaires.

Je rêve d'usines, devenues des services publics, réparties sur le territoire, capables de fabriquer à la demande aussi bien des voitures, des réfrigérateurs que des tracteurs agricoles, et bien d'autres objets… Ces services ne seraient pas gratuits et généreraient des revenus au profit de l'État.

Les procédés industriels de fabrication sont en plein bouleversement. Jusqu'à présent, on partait de matière brute, dont on soustrayait le superflu par creusage, tournage, fraisage, etc. pour arriver à l'objet fini. Avec l'arrivé des procédés improprement appelés *imprimantes 3D* on procède, non plus par soustraction, mais par addition de matière. Ce qui engendre économies de matériaux, d'énergie, de transports et polyvalence des outils.

Notre modèle de production de richesses est en train de changer, aux dépens de la vision traditionnelle chère à J.-L. Mélanchon pour qui «*seul le travail produit de la richesse*». Au lieu de déplorer sa disparition et de courir à perdre haleine après le plein emploi, il serait plus efficace de chercher où le travail est encore nécessaire et utile. Tout en acceptant que sa nécessité continue de s'estomper, et que le lien social dont on lui attribue le mérite puisse se retrouver dans une multiplicité d'activités personnelles, créatives ou associatives.

À l'heure où la France se lance dans un renouveau inattendu, il n'est pas inutile d'envisager l'avenir avec une bonne dose d'utopie qui devra concerner non seulement l'idée que nous avons de la production de richesses, mais aussi le principe de la monnaie, le secteur bancaire, l'énergie. Sans oublier la qualité de vie, la sauvegarde des paysages, la multiplicité du vivant, l'organisation urbaine. Et bien sûr le fonctionnement d'un monde devenu de plus en plus solidaire.

Nous sommes à un moment de l'histoire où tout peut basculer vers le meilleur si nous savons être vigilant, ou vers le pire si le bouleversement que nous observons avec étonnement n'est qu'une des manifestations d'un Capitalisme toujours soucieux d'assurer sa survie.

Michel BERGER

…et nous ne sommes pas seuls !

En France, on n'a jamais autant parlé de revenu universel[1] que depuis le début de cette année. C'est évidemment parce que Benoît Hamon, candidat à la présidence de la République, (désigné démocratiquement lors des primaires du PS, puis torpillé peu après par ce même PS parce que trop à gauche …) en faisait figurer une version "allégée" dans son programme. Avec la fin de l'élection présidentielle et de la campagne pour les législatives, le soufflet est retombé.

Mais ce n'est pas le cas dans le reste du monde où le débat s'intensifie (voir notamment le dernier bulletin[2] de l'association internationale BIEN, *Basic Income Earth Network*, que nous avons contribué à fonder pour promouvoir un revenu de base inconditionnel).

LES DÉBATS CHEZ NOS PROCHES VOISINS

• **En Espagne**, depuis plusieurs années, il ne se passe pas une semaine sans que la Revue *Sinpermiso*[3] en débatte, à partir des travaux pionniers d'enseignants de l'université de Barcelone, membres du réseau *Renta Basica*[4]. Des monographies[5] (en espagnol et en catalan) exposent en détail comment il est possible d'en assurer le financement. Pour les auteurs, l'instauration d'un revenu universel n'est en fait qu'une partie d'une grande réforme des impôts

• **Au Royaume-Uni**, un livre intitulé *Basic Income : And How We Can Make it Happen* (éd. Pelican books), a été présenté le 8 mai dernier en grande pompe à l'École Londonienne d'économie. Son auteur, qui a publié de nombreux autres ouvrages[6], est l'économiste Guy Standing, Professeur d'économie à l'Université de Bath, membre fondateur de BIEN, qui a travaillé de 1975 à 2006 à l'Organisation Internationale du Travail où a introduit la notion *d'indicateur de travail décent*.

Pour Standing il faut dépasser le travaillisme car le plein emploi est une réponse aux crises du passé. «*Avec le temps, on considérera la Troisième Voie (celle de Tony Blair et de Schröder) comme une des grandes erreurs de la social démocratie européenne*». Il montre que le revenu universel accroît la liberté parce

• • •

qu'il donne la possibilité de refuser des emplois mal payés ou nuisibles.

Pour la revue européenne *Voxeurop*[7], une Europe sociale ne pourra exister que si un revenu de base est versé inconditionnellement par l'Union Européenne à tous les Européens (citoyens et résidents légaux) car ce serait un instrument politique qui protégerait et réconcilierait les citoyens avec l'idée européenne.

Le débat sur le revenu universel fait aussi l'objet de nombreux articles dans la revue *Social Europe*[8].

UN DISCOURS INATTENDU

• AUX ÉTATS-UNIS, le discours d'adieux que vient de faire aux diplômés de Harvard Mark Zucherberg, le PDG de Facebook, a dû surprendre plus d'un, non seulement par son humanisme, mais surtout par sa vision à proprement parler révolutionnaire : il leur a proposé de créer un monde où chacun trouve sa raison d'être ! Au point que le quotidien *Le Monde*[9] en a publié de larges extraits sous le titre *Mark Zuckerberg : «Ensemble, redéfinissons l'égalité des chances»*.

J'en relève quelques passages :

> «Lorsque vos parents obtinrent leur diplôme, le travail, l'Église ou la communauté, donnaient du sens à leur vie. Mais aujourd'hui la technologie et l'automatisation suppriment de nombreux emplois. L'adhésion à des communautés est en déclin… Pour que notre société continue à aller de l'avant, nous avons à affronter un défi générationnel : **il ne s'agit pas de créer de nouveaux emplois**[10] mais de donner du sens à la vie. Il ne suffit pas d'avoir votre propre raison d'être. Vous devez créer une raison d'être pour les autres.
>
> «Notre génération sera confrontée à la suppression de dizaines de millions d'emplois remplacés par l'automatisation
>
> «Le temps est venu d'identifier les engagements qui définiront notre génération. Par exemple, avant de mettre en péril notre planète, pourquoi ne pas lutter contre le changement climatique en incitant des millions de personnes à s'impliquer dans la fabrication et l'installation de panneaux solaires ? «Aujourd'hui nous dépensons 50 fois plus pour traiter les personnes malades que pour chercher à prévenir la maladie. Cela n'a aucun sens. […] Faisons en sorte que tous les membres de notre société aient un rôle à jouer. […] Entreprendre de grands projets pertinents est la première chose que nous pouvons faire pour créer un monde où chacun a un but dans sa vie. La seconde est de redéfinir l'égalité des chances afin d'offrir à tous la possibilité d'atteindre ses objectifs. […] Mais aujourd'hui le niveau d'inégalité des richesses est tel qu'il touche chacun d'entre nous. […]. Chaque génération élargit la définition de l'égalité : les générations précédentes se sont battues pour le droit de vote et les droits civiques. Elles ont du créer le New Deal et la Great Society. C'est désormais notre tour de définir un **nouveau contrat social**[10] pour notre génération. Il nous faut une société qui ne mesure pas seulement les progrès à l'aide d'indicateurs tels que le PIB mais également d'après le nombre d'entre nous qui trouvent du sens à ce qu'ils font. **Nous devons explorer les idées comme le revenu universel afin de donner à chacun une sécurité permettant d'essayer de nouvelles choses**[10].»

Il est à noter qu'un tel discours aux étudiants n'a pas empêché qu'il soit fait docteur Honoris Causa de l'Université de Harward.

Jean-Pierre MON

Références :

1. Voir les diverses définitions et les différences dans *GR* 1097, avril 2009.
2. BIEN Newsflah, **bien@basicincome.org**, juin 17.
3. www.sinpermiso revista.
4. **http://www.redrentabasica.org/**
5. **http://old.sinpermiso.info/articulos/ficheros/-monograficoRBSP3.pdf**
6. *La corruption du capitalisme*, éd. BiteBack, 2016, et, sans doute le plus connu : *Le Précariat : la nouvelle classe dangereuse*, éd. Bloomsbury, 2011.
7. **www.voxeuro.eu/fr**
8. **https://www.socialeurope.eu/**
9. daté 28/29 mai 2017
10. c'est moi qui souligne

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons de plus en plus gros, et même en rouge… mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

H. Commenge 2 - F. Pichon 77 - G. Gourevitch 7 - N. Froment 17 - T. Brisset 22 - R. Villedary 19 - E. Barreau 7 - L. Lecable 7 - M-F Lechevrel 14 - P. Oger 14 - H. Vergniol 7 - S. Rabatel 15 - R. Cerison 77 - R. et S. Rio 7 - A. Colline 52 - S. Seckler 7. Total 351 euros. ***Merci à tous !*** *C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui, n'ayant pas les moyens d'en payer l'abonnement, tiennent à le lire et à le diffuser.*

«Mais ce que nous savons, c'est que nous devons faire vite, très vite, avant que la boîte de Pandore, qui est restée grande ouverte, se referme sur l'Espérance» concluait Guy Gourévitch dans son article de la GR 1186, le mois dernier.
Et ne pourrait-on ajouter ... se referme sur l'Espérance parce qu'entraînant avec elle un "Géant Capitaliste" ayant su intelligemment résoudre son problème de "pieds d'argile" du à un incompréhensible aveuglement !
Horrible système capitaliste ! Un géant économico financier cependant encore aux pieds d'argiles, en évolution, crises constantes, comme tout vivant, mais hélas pour peu de temps parce qu'il en a pris conscience et agit efficacement pour s'en libérer et pouvoir acter au plus vite la fin de l'histoire en sa faveur. Jusques à quand ce mortel aveuglement des humanistes ?
La lutte des classes n'est pas à inventer que je sache ? Que nous le voulions ou non, elle est une réalité quotidienne, l'aurions-nous oublié? Saurons-nous ouvrir les yeux comme nous y invite la GR, avant qu'il soit trop tard ?
Oui il faut faire vite, très vite, le facteur temps ne joue pas en notre faveur.

J. B., Jemelle, Belgique.

***

Allez, remettez m'en un tour .... Bien que complètement abasourdi par le comportement des Français qui s'engouffrent dans une politique suicidaire, j'espère encore un peu une prise de conscience plus saine... Mais !!

S.S., Verrières le Buisson.

***

Je suis toujours aussi intéressée d'être vraiment aidée dans ma réflexion par vos articles.

H. V. Bessancourt.

***

J'ai entendu parler de votre journal par un patient du laboratoire où je travaille. Ses arguments m'ont beaucoup intéressée..., je m'abonne.

A. F-L, Caluire.

***

Aujourd'hui, il est devenu nécessaire de vivre de façon raisonnée avec la Terre qui est si précieuse. C'est pourquoi, dans un premier temps, il me semble que nous devons remettre en question en profondeur notre consommation dans les sociétés "développées". Il convient de favoriser une démographie que l'on pourrait qualifier de "raisonnée". Par exemple, cela consisterait à distribuer les moyens de contraception aux populations les plus défavorisées afin de limiter la natalité au sein de celles-ci.

K.C., Pornic

***

ERRATUM : dans notre dernier numéro (*GR* 1186 de mai) une faute d'impression sur le tiret a rendu inutilisable l'adresse électronique de l'auteur de *Un père livre ses repères* . La voici : michel_leclere@yahoo.fr

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
LA GRANDE RELÈVE
et envoyé
88 Bd CARNOT
78110 LE VÉSINET
FRANCE
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

•JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR
•JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :
M. Mme,ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
•JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont alors deux flux permanents qui s'équilibrent. Ce sont les citoyens qui en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

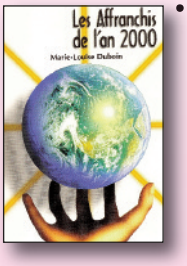
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3€).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4€).



• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13€).

• D'anciens numéros, et un résumé (4 pages, format A4) de nos propositions, sont disponibles (1 euro)

• *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement le lundi entre 15 et 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)